

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

18 janvier 2012

### **Le sommet Sarkozy ne sera pas le sommet des solutions pour les Français**

*Alors que la France compte un million de chômeurs de plus depuis 2007, le sommet organisé à l'Élysée par le président sortant avec les partenaires sociaux n'a accouché de rien, ou presque : en annonçant 430 millions d'euros pour 4 millions de demandeurs d'emplois – deux fois moins que le coût annuel du bouclier fiscal –, M. Sarkozy prouve qu'il ne mesure pas la gravité de la situation ! Au final, on a assisté à une opération médiatique pour masquer un bilan dramatique.*

*Le vrai sommet social, c'est celui que François Hollande tiendra après l'élection présidentielle pour mettre en œuvre ses engagements : relancer la croissance et le pouvoir d'achat, favoriser l'emploi des jeunes, mieux former et qualifier les salariés. C'est ainsi que l'on sortira de la crise.*

#### **1) Une vaine tentative de rattrapage et de camouflage de l'échec Sarkozy**

**Et d'abord sur la méthode : depuis son élection, M. Sarkozy a méprisé la démocratie sociale.** Il a décidé de tout, tout le temps, tout seul. En 2010, le plan Sarkozy-Fillon sur les retraites n'a fait l'objet d'aucune négociation alors même que les retraites sont au cœur du pacte social et que les organisations syndicales portaient ensemble des propositions alternatives. En 2011, les deux plans d'austérité infligés au pays n'ont fait l'objet d'aucune consultation préalable des partenaires sociaux. Au cours de son mandat, M. Sarkozy s'est souvenu d'eux pour soigner sa communication personnelle : en témoignent les sommets dits « sociaux » du 18 février 2009 et du 15 février 2010 dont personne ne se rappelle ni la date ni les résultats. L'engagement de F. Hollande est de respecter un temps pour la concertation ou la négociation avec les partenaires sociaux avant toute décision de l'exécutif ou initiative législative. Au fond, ce sommet est davantage un sommet électoral pour Sarkozy qu'un sommet social pour les Français.

**Un sommet de rattrapage qui ne rattrapera rien pour nos concitoyens.** C'est ce qu'ont souligné les organisations syndicales, déçues par cette rencontre. La CFDT a estimé que ce sommet s'est « tenu avec cinq ans de retard » et a fustigé « le flou sur le financement » autant que « le flou sur les futures décisions du gouvernement sur le problème du financement de la protection sociale et des accords compétitivité-emploi ». Pour la CGT, ces mesures n'auront « pas d'impact sur l'emploi ». Le mal a été fait par le sarkozysme et, hélas, il est profond. Cela fait cinq ans qu'il entraîne la France dans la mauvaise direction. A trois mois de la fin de son mandat, le candidat sortant a choisi ses priorités : 430 millions pour les chômeurs, 1,8 milliards pour les grandes fortunes.

- Qui peut croire M. Sarkozy quand il feint de découvrir les vertus du chômage partiel sans y mettre les moyens – seulement 100 millions d'euros en plus, ce qui représentera un effort neuf fois inférieur à celui de l'Allemagne ? Et sans en finir avec l'incohérence qui consiste à

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

subventionner sur fonds publics en même temps, et parfois dans la même entreprise, les heures supplémentaires et le chômage partiel ? Depuis 2007, l'encouragement aux heures supplémentaires a détruit 70 000 emplois (OFCE). C'est en 2009 – comme le proposait le Parti socialiste dans son contre-plan de relance – qu'il aurait fallu encourager le chômage partiel pour éviter la destruction massive d'emplois, et non attendre passivement 2012 ! La France dépensait alors dix fois moins pour son dispositif de chômage partiel que l'Allemagne. Son efficacité en a été diminuée d'autant : selon l'OCDE, le choix allemand a permis de préserver plus de 200 000 emplois, alors qu'en France, il en sauvegardait moins de 20 000.

- Qui peut croire M. Sarkozy quand il promet l'embauche de 1000 agents de Pôle emploi en CDD alors qu'il en a supprimé 1800 en 2010 ? Il recrée en 2012 la moitié des postes supprimés en 2010. Alors que Pôle emploi compte environ 6,2 millions d'inscriptions sur l'ensemble de l'année (soit un Français sur 10 ou un actif sur 5), l'intégration à marche forcée de l'ANPE et de l'UNEDIC au sein de Pôle emploi constitue une faute grave, à la fois économique et humaine. Le service public de l'emploi français est déjà, comparé à d'autres pays comme l'Allemagne, l'un de ceux qui comporte le moins d'agents : 215 équivalent temps plein en France pour 10 000 chômeurs, contre 421 outre-Rhin.

- Qui peut croire M. Sarkozy quand il promet, sans aucune précision, « des mesures extrêmement puissantes pour doper l'offre de logement », alors que l'ex-maire de Neuilly a divisé par plus de deux le montant total des aides à la pierre, abaissé l'effort de l'Etat en faveur du logement à son plus bas niveau depuis 30 ans et créé une ponction sur les organismes HLM de 245 millions d'euros par an ? Ce n'est pas exactement la définition d'un président bâtisseur.

- Qui peut croire M. Sarkozy quand il annonce des contrats pour les chômeurs de longue durée alors qu'il a baissé de 12% les crédits d'intervention pour l'emploi dans le budget 2012 ? Quant à l'engagement de convoquer tous les chômeurs de longue durée pour leur proposer une embauche ou une formation, c'est mot pour mot l'engagement qu'il avait déjà pris le... 10 février 2011 : « Tous les chômeurs de longue durée devront être reçus dans les trois mois pour recevoir soit une formation qualifiante, soit un emploi » (Paroles de Français, TF1). C'est dire le sérieux que le président sortant accorde à ce sommet et à ses propres engagements...

### **2) Les vraies mesures sont celles qui sont déjà décidées mais n'ont pas encore été annoncées**

Les syndicats l'ont relevé à juste titre : le vrai projet de Sarkozy, c'est la hausse de la TVA : ce qui est en préparation, c'est le troisième plan d'austérité. Après la hausse des mutuelles, des tarifs du gaz, les nouvelles hausses du prix de l'électricité dévoilées aujourd'hui même par

## VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

la Commission de Régulation de l'Énergie (+6 %). Alors que 2 milliards d'euros sont payés par les consommateurs à travers la hausse du taux réduit de TVA de 5,5 % à 7 % qui vient d'être votée par la majorité UMP à l'Assemblée Nationale.

Voilà que, dans les couloirs du sommet et dans les confidences des ministres, on annonce une nouvelle, générale et massive, de la TVA alors que tout augmente sauf les salaires et les pensions. Porter la TVA à 22, 23 ou 24 %, c'est une faute sociale et une erreur économique. Ce sera moins de pouvoir d'achat pour les ménages, moins d'activité pour les entreprises et, au final, plus de déficits pour les finances publiques.

M. Sarkozy se trompe d'analyse et de solutions. Le manque de compétitivité ne vient pas du coût du travail, qui est inférieur en France dans l'industrie manufacturière à ce qu'il est en Allemagne (le coût horaire est de 33,16 euros contre 33,37 euros). Il vient d'un déficit d'investissement, de financement des PME et des entreprises de taille intermédiaire, d'un déficit d'impulsion publique pour les filières d'avenir, de protection européenne contre la concurrence déloyale.

### **3) Les vraies réponses pour la France, ce sont celles que porte François Hollande.**

Il faut relancer la croissance pour créer l'emploi. C'est le sens du pacte productif et du pacte fiscal qu'il propose :

- Avec une vraie politique industrielle, un livret épargne-industrie, une banque publique d'investissement sous forme de fonds régionaux pour permettre aux entreprises d'innover, de se développer et d'exporter.
- Avec une réforme fiscale rétablissant la justice : justice pour les ménages, et donc plus de consommation ; justice pour les entreprises, et donc plus d'investissement.

Il faut soutenir l'emploi.

- Avec le contrat de génération, pour permettre l'embauche des jeunes, le maintien des seniors dans l'emploi et la transmission des savoir-faire.
- Avec les emplois d'avenir dans le secteur associatif et en priorité dans les quartiers défavorisés pour permettre une première expérience professionnelle.

*Le candidat sortant ne fera croire à personne qu'il peut rattraper 5 ans d'échecs par 5 heures de réunion. Le sommet qui changera l'avenir de la France, c'est l'élection présidentielle des 22 avril et 6 mai à laquelle chaque Français pourra participer et qui changera vraiment sa vie.*